

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie,
du développement durable
et de l'énergie

Décret n° du modifiant les décrets relatifs aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance armés avec un rôle d'équipage

Publics concernés : marins professionnels.

Objet : le présent décret a pour objet de transférer la compétence de déroger aux conditions de qualifications des marins professionnels des services déconcentrés interrégionaux ou régionaux vers les services départementaux.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le présent décret vise à prendre pleinement en compte la nouvelle organisation des services de l'Etat chargés de la mer en renforçant les compétences des services de proximité pour un meilleur service rendu aux professionnels.

Références : le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://.legifrance.gouv.fr>)

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Vu la convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, publiée par le décret n° 84-387 du 11 mai 1984, modifiée dans son annexe par les amendements adoptés en 1995, publiés par le décret n° 97-754 du 2 juillet 1997 ;

Vu le code de l'Education, notamment ses articles R. 342-1 à R. 342-8 ;

Vu le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution ;

Vu le décret n°93-1342 du 28 décembre 1993 modifié relatif aux conditions d'exercice des fonctions de capitaine et d'officier à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance ;

Vu le décret n°99-439 du 25 mai 1999 modifié relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires de commerce et de pêche ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d'équipage ;

Vu le décret n°2007-1377 du 21 septembre 2007 modifié portant diverses dispositions relatives aux titres de formation professionnelle maritime ;

Vu le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret n°2010-130 du 11 février 2010 modifié relatif aux directions interrégionales de la mer ;

Vu le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des

services de l'Etat dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon,

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du 05 juillet 2012,

Vu l'avis du conseil supérieur de la marine marchande en date du 29 mars 2012,

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Article 1

L'article 5 du décret du 28 décembre 1993 susvisé est ainsi modifié :

1° - A la fin du premier alinéa, les mots : « par l'autorité maritime compétente à cet effet » sont remplacés par les mots : « en métropole, par le directeur départemental des territoires et de la mer et, outre-mer, par le directeur de la mer, le directeur des territoires, de l'alimentation et de la mer de Saint-Pierre-et-Miquelon ou le chef du service des affaires maritimes de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie, dont relève le port d'embarquement du marin ou le port d'armement du navire »,

2° - Il est ajouté un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« En métropole, l'exercice de cette compétence par le directeur départemental des territoires et de la mer se fait conformément aux orientations définies par le directeur interrégional de la mer. »

Article 2

L'article 5 du décret du 25 mai 1999 susvisé est ainsi modifié :

1° - Au premier alinéa, les mots « par le directeur régional des affaires maritimes ou le chef de service des affaires maritimes dans les territoires d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon » sont remplacés par les mots : «

en métropole, par le directeur départemental des territoires et de la mer et, outre-mer, par le directeur de la mer, le directeur des territoires, de l'alimentation et de la mer de Saint-Pierre-et-Miquelon ou le chef du service des affaires maritimes de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie ».

2° - Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« En métropole, l'exercice de cette compétence par le directeur départemental des territoires et de la mer se fait conformément aux orientations définies par le directeur interrégional de la mer. »

3° - Le deuxième alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur de la mer, le directeur des territoires, de l'alimentation et de la mer à Saint-Pierre-et-Miquelon, ou le chef du service des affaires maritimes en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie peuvent donner délégation de signature aux chefs de service placés sous leur autorité. »

Article 3

L'article 21 du décret du 25 mai 1999 susvisé est ainsi modifié :

1° - Le premier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les titres de formation professionnelle maritime sont délivrés conformément aux dispositions du présent décret par le directeur interrégional de la mer, le directeur de la mer, le directeur des territoires, de l'alimentation et de la mer à Saint-Pierre-et-Miquelon, ou le chef du service des affaires maritimes en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie dont relève le quartier d'identification du marin.

Cette autorité peut donner délégation de signature aux chefs de service placés sous sa responsabilité. »

2° - Au deuxième alinéa, les mots « Le directeur régional des affaires maritimes ou le chef de service des

affaires maritimes dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie » sont remplacés par les mots « Cette autorité ».

Article 4

I. L'article 16 du décret du 21 septembre 2007 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les dispositions du présent décret et du décret du 28 décembre 1993 peuvent être modifiées par décret, à l'exception de celles de l'article 5 qui ne peuvent être modifiées que par décret en conseil des ministres et en Conseil d'Etat. »

II. L'article 80-1 du décret du 25 mai 1999 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les dispositions du présent décret peuvent être modifiées par décret, à l'exception de celles de l'article 5 qui ne peuvent être modifiées que par décret en conseil des ministres et en Conseil d'Etat et de celles du deuxième alinéa de l'article 72 et du quatrième alinéa de l'article 72-1 qui ne peuvent être modifiées que par décret en Conseil d'Etat. »

Article 5

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le []

Par le Premier ministre,

Jean-Marc Ayrault

La ministre de l'écologie,
du développement durable,
et de l'énergie

Nicole Bricq